

« L'art de gouverner » : questions éthiques et politiques.

Journées d'études organisées par les doctorants du département de philosophie de l'UPEC,
22 et 23 octobre 2010 (EA Lettres, Idées, Savoirs).

Projets de contribution d'env. 500 mots à rendre avant le 25 juillet 2010,
à artdegouverner@gmail.com

Le but de ces journées est d'interroger le paradigme de l'art de gouverner, en tant que modèle de l'action politique, et ses implications éthiques. Cette volonté part d'un double constat.

D'un côté, le modèle de l'art politique, ou d'une rationalité pratique qui faisait la part belle aux capacités d'appréciation, de décision du bon politique, ou de la *polis* toute entière, rencontre aujourd'hui des modèles d'action plus ambigus quant au rôle du choix et de l'initiative humaine. La notion moderne de « pouvoir exécutif », par exemple, semble déjà réduire l'homme politique à l'état de simple exécutant. Quant au paradigme de la *praxis*, il semble céder de plus en plus à celui d'une « technologie sociale » où la nécessité et le droit, plutôt que le choix et la libre détermination d'une fin, se trouvent convoqués comme règles d'action. On a donc affaire, sinon à un changement complet de paradigme, du moins à la coexistence de plusieurs paradigmes. Des rationalités d'ordre économique, gestionnaire ou juridique semblent avoir pris la place de la rationalité proprement pratique, au sens classique du terme. Ce déplacement du modèle de l'action politique a des conséquences importantes, qu'il s'agisse du rapport que l'individu et les membres de la société entretiennent avec l'action, ou des liens qui unissent les sphères politique, économique et sociale.

De l'autre côté, le modèle classique de l'art politique est aussi remis en cause par de nombreux travaux d'histoire, de philosophie, de gestion ou encore de sociologie, qui insistent sur l'irréductible complexité des processus à l'œuvre dans tout gouvernement. Le modèle de l'acteur solitaire doué d'une rationalité proprement politique est alors remplacé par des modèles de coopération et de résistance, dans lesquels des rationalités multiples interfèrent. Ces travaux posent à nouveaux frais la question de l'« art » de gouverner, que ce soit de façon descriptive ou de façon normative, et en renouvellent les problématiques.

Partant donc de ce débordement de l'idée classique du gouvernement comme art du bon politique, nous aimerions interroger et problématiser un certain nombre de ses implications politiques, mais aussi et surtout éthiques. En effet, gouverner, c'est toujours inclure soi-même et les autres dans un certain rapport – de connaissance, de maîtrise, de

responsabilité, de coopération, d'opposition. Dès lors, il s'agit d'interroger ces paradigmes politiques, anciens ou contemporains, comme des modalités de rapports éthiques au politique. En déterminant quelles sont les rationalités à l'œuvre dans les modèles que l'on valorise comme ceux du gouvernement, on pourrait ainsi dégager un certain nombre de tensions dans les mutations contemporaines de l'art de gouverner. La question du régime de pensée du gouvernement et celle de *l'ethos* mis en jeu dans le couple gouvernants-gouvernés font jouer cette relation entre éthique et politique. Partir de cette relation permettrait donc de reprendre la question ancienne de l'art de gouverner comme un lieu problématique d'établissement de rapports éthiques, politiques, sociaux.

Ces journées sont ouvertes à des contributions provenant de toutes les disciplines, mais centrées autour de ce pôle éthique et politique.

Quelques directions possibles de recherche (non exhaustives) :

- Les techniques de soi dans la perspective de l'action politique.
- Le gouvernement du peuple et le règne du droit.
- Le pouvoir exécutif, les styles présidentiels et leurs remises en cause.
- Les modèles coopératifs de gouvernement.
- L'opposition du gouvernement et de la gestion comme modèles de l'action politique ; nouvelles problématiques autour des logiques de gestion ; déplacement de l'idée d'art dans la sphère de la gestion et du management.
- L'influence de la notion d'économie politique ; les modifications de l'art de gouverner à l'œuvre dans les rationalités libérale et néolibérales ; l'intégration du modèle de *l'homo oeconomicus*.
- Les raisonnements sur l'action : implication de différentes variables, implication de figures de l'autre...
- Les mutations de l'art de gouverner dans un contexte de mondialisation ; impact des changements dans les rapports à l'espace et au temps.
- Les rapports de l'art et de la norme dans le domaine politique : rapports de la prescription théorique et de la pratique, nécessité et danger de la norme pour l'action...

Les projets de communication (500 mots environ) sont à envoyer avant le 25 juillet 2010 à l'adresse artdegouverner@gmail.com.

Ces derniers doivent comporter :

- le nom et prénom du contributeur, le rattachement institutionnel, adresse courriel

- le titre de la communication
- l'objectif visé ainsi qu'une présentation sommaire de la problématique.